

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 19 MAI 2017

Présents : Claude OLIVE, Président, Jean-René ETCHEGARAY, Philippe NEYS, Florence LASSERRE-DAVID et Jean-Marc LESPAGE, Vice-Présidents, Eric BONNAMY, Alain IRIART, Membres délégués, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Paul SALDUCCI et Marie-Ange THEBAUD.

Absents ou excusés : Emmanuel ALZURI et Louis DARRIBEROUGE, Vice-Présidents, Michel VEUNAC, Michel SOROSTE, Jacques VEUNAC, Nathalie MOTSCH, Martine BISAUTA.

Procurations :

- Emmanuel ALZURI à Claude OLIVE
- Jacques VEUNAC à Florence LASSERRE-DAVID
- Louis DARRIBEROUGE à Marie-Ange THEBAUD
- Martine BISAUTA à Jean-Paul SALDUCCI
- Michel SOROSTE à Jean-René ETCHEGARAY.

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°2 : MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS AU PRESIDENT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Afin de donner plus de souplesse à la vie administrative territoriale, le législateur a prévu un certain nombre de dispositions permettant aux exécutifs locaux d'exercer des attributions qui relèvent normalement de l'organe délibérant.

En application des dispositions de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est ainsi demandé au Comité, de donner délégation au Président, pour la durée du mandat, pour exercer les attributions suivantes :

- procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder au réaménagement de la dette et au refinancement des contrats de prêts et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder à la réalisation et à la souscription des crédits ou lignes de trésorerie nécessaires à l'exécution d'un budget ;
- souscrire les marchés publics et les accords-cadres formalisés de travaux, fournitures et services, ainsi que les avenants d'ordre technique ou n'induisant aucune augmentation du montant des marchés ;
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services selon la procédure adaptée, lorsque les crédits sont prévus au budget, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
- résilier les marchés de travaux, fournitures et services formalisés ou en procédure adaptée ;
- passer les contrats d'assurance, les avenants et accepter les indemnités de sinistre ;
- créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour ;

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- signer les avances d'indemnisation urgentes, sur avis de la commission indépendante provisoire (a minima un expert-comptable), jusqu'à la mise en place effective de la commission d'indemnisation définitive et régularisées de manière définitive par celle-ci ;
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 20 000€ (vingt mille euros) ;
- fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- intenter au nom du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte basque-Adour les actions en justice ou défendre celui-ci dans les actions intentées contre lui ;
- régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour, dans la limite des franchises prévues aux contrats d'assurance ;
- saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Les décisions prises par le Président en vertu de l'article L 5211-10 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour portant sur les mêmes objets.

Le Président doit rendre compte des décisions ainsi prises à chacune des réunions obligatoires du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour et celui-ci peut toujours mettre fin à la présente délégation.

En outre, et conformément aux dispositions des articles L 5211-9 et L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au Comité d'autoriser Monsieur le Président à déléguer tout ou partie de l'exercice de ses fonctions aux vice-présidents et membres du Bureau et aux fonctionnaires territoriaux visés à l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales.

Cette délibération annule et remplace celle du 05 avril 2017.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 3.1. MAI. 2017..

Affiché le 3.1. MAI. 2017

Le Président

Claude OLIVE

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 31/05/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/05/2017

7 – SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

Tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99